

s'effectuera en direction de la mise sur pied d'une tendance nationale Ecole Emancipée. Cette affirmation générale reste gratuite si on ne cherche pas à savoir pourquoi la Tendance ne s'y est pas encore développée, comment concrètement on ira vers sa création.

Le cas le plus complexe est celui du S.N.E.Sup dans la mesure où ses traditions syndicales sont faibles et récentes et où sa minorité :

— n'a qu'une faible conscience fédérale ;

— se sent plus proche des étudiants dont elle est issue, que des enseignants ;

— consciente de la nécessité d'un débat d'orientation, hésite à l'engager de peur d'avoir à le mener jusqu'à son terme, sanctions organisationnelles comprises.

Ce sont les déterminants qui ont cours chez les étudiants qui structurent le débat dans ce milieu. C'est en référence aux courants qui traversent le milieu étudiant, aux actions qu'il mène, que se sont définies les diverses tendances d'une minorité très hétérogène aux contours particulièrement flous.

Pour ces militants, la dialectique habituelle faite de la succession des prises de conscience (prises de conscience catégorielle puis corporative puis syndicale, puis politique) est caduque.

(Il est d'ailleurs à noter qu'elle l'est tout autant pour beaucoup de jeunes, venus à la vie militante à l'occasion de la « répétition générale » de Mai 68). **La prise de conscience est d'embée politique.** C'est à ce niveau qu'il faut d'abord se placer si l'on veut avoir quelque chance de faire comprendre ensuite l'intérêt de militer dans une tendance nationale et fédérale.

Les révolutionnaires de la minorité du SNES-Sup doivent prendre conscience de la nécessité :

— de débattre au fond sans faux-fuyants ;

— de s'organiser sérieusement pour tenir la dragée haute aux staliniens dont on a sous-estimé les ressources, de restructurer la minorité autour de l'orientation dégagée ;

— d'avoir une vision plus globale de la situation, de tirer les conséquences de la communauté objective d'intérêts et de luttes qui les lie aux autres enseignants (ne serait-ce qu'au niveau de la répression, de la participation, de l'austérité, du rôle d' « Unité et Action »).

Dans la mesure où l'action d'une tendance dans le syndicalisme enseignant peut et doit servir de pivot à un regroupement révolutionnaire inter-syndical dépassant le cadre enseignant, il est évident qu'il est **fondamental d'unifier dans une première étape l'intervention des révolutionnaires dans la F.E.N.** : Ceci est d'emblée possible par l'existence de l'Ecole Emancipée.

IV. — UNE ORIENTATION CLAIRE

Face à la politique de rentabilisation capitaliste de l'Education Nationale ; à la main-mise de plus en plus directe du patronat sur l'enseignement, à l'aggravation de l'embrigadement idéologique, c'est-à-dire à une offensive concertée généralisée de la bourgeoisie pour restructurer son système de formation, nous devons **faire front et avancer une plateforme de lutte.**

Face à l'engagement délibéré du P.C.F. dans la voie de la défense et de l'aménagement du « patrimoine national » (P.C.F. pour qui la crise des services publics se résume à la question des moyens et qui ne pose jamais la question de la finalité desdits services, de leurs fonctions dans notre société) nous n'avons pas à faire chorus. Nous n'avons pas à donner de gages de sérieux pour l'avenir, à prouver notre capacité à gouverner dans le cadre de l'ordre régnant, à nous comporter en interlocuteurs raisonnables et présenter des contre-plans. Nous avons au contraire à **faire échec à toute la politique de participation, à toute l'orientation du P.C.F. dans l'Education Nationale.**

Contre le démantèlement de l'Education Nationale :

— Hors de l'Université les représentants patronaux ;

— Hors des jurys d'examen, hors des conseils de gestion, hors des salles de cours ;

— Maintien du monopole d'Etat de collation des grades : non aux diplômés d'Université !

— A bas les Universités concurrentielles !